



Paris, le 6 septembre 2022

N°95

COMMUNIQUE DE PRESSE

Point d'étape du plan d'action pour la rénovation énergétique des bâtiments de l'Etat

A l'occasion d'un déplacement dans les Yvelines, Bruno Le Maire, ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et numérique, a présenté, en tant que responsable de la conception et de la mise en œuvre de la politique immobilière de l'Etat, avec Gabriel Attal, ministre délégué chargé des Comptes publics, un point d'étape du plan d'action pour la rénovation énergétique des bâtiments de l'Etat lancé en 2018.

Le parc immobilier de l'Etat comprend plus de **190 000 bâtiments**, pour une surface d'environ **94 millions de m²**. L'amélioration de la performance énergétique et écologique du parc immobilier de l'Etat est donc essentielle pour baisser nos émissions de gaz à effet de serre et respecter nos objectifs climatiques.

L'amélioration de cette performance est également un levier pour baisser les consommations d'énergie. D'ici 2030, l'objectif pour les bâtiments tertiaires, y compris ceux de l'Etat, est d'atteindre une réduction de consommation d'énergie de -40%. D'ici 2050, l'objectif est de et -60%.

Par ailleurs, la Première ministre, dans sa circulaire du 25 juillet 2022, a fixé une cible de 10% d'économies d'énergie sous deux ans pour les administrations et les entreprises. **Dans cet effort collectif de baisse de la consommation d'énergie, l'Etat entend être exemplaire.**

L'Etat n'a jamais autant investi pour la transition énergétique de son parc immobilier. Depuis 2019, nous avons investi plus de 3,8 milliards d'euros, dont 2,7 milliards d'euros dans le cadre de France Relance, pour rénover plus de 4 000 bâtiments de l'Etat. Cet investissement sans précédent devrait permettre d'économiser 800 GWh par an, soit la consommation domestique d'une ville de 200 000 habitants.

Cet investissement a été complété dans le cadre du plan de résilience économique et social, avec le lancement d'appels à projets par la direction de l'immobilier de l'Etat (DIE). Ces appels à projet visent à réduire à très court terme notre dépendance aux énergies fossiles

importées, via des interventions sur le parc immobilier de l'Etat, et de manière corrélée, contribuer à l'amélioration de sa performance environnementale.

Plus de 800 projets de réduction de la consommation d'énergie fossile des bâtiments de l'Etat, pour 50 millions d'euros, ont été sélectionnés en juin 2022, permettant une économie prévisionnelle estimée à plus de 100 millions de 100 GWh par an soit la consommation domestique d'une ville de 25 000 habitants.

Une enveloppe complémentaire de 150 millions d'euros va être mise en place en 2023 pour réduire les consommations énergétiques du parc immobilier de l'État et sa dépendance aux énergies fossiles. L'utilisation de cette enveloppe de 150 millions d'euros est actuellement en cours de discussion et de co-construction dans le cadre du groupe de travail « Etat exemplaire » lancé par le Gouvernement et co-présidé par **Agnès Pannier-Runacher**, ministre de la Transition énergétique, et **Stanislas Guérini**, ministre de la Transformation et de la Fonction publiques.

Bruno Le Maire a déclaré : « *L'Etat doit être exemplaire dans la baisse de la consommation d'énergie et dans la lutte contre le réchauffement climatique. La rénovation du parc immobilier de l'Etat est donc un enjeu écologique et énergétique majeur pour atteindre nos cibles climatiques. Et nous les atteindrons. Depuis 2019, le Gouvernement a investi plus de 3,8 milliards d'euros pour la rénovation énergétique de plus de 4 000 de ses bâtiments. C'est un effort sans précédent, permis notamment par le plan France Relance (2,7Md€).* ».

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire - 01 53 18 41 13 - presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr

Cabinet de Gabriel Attal - 01 53 18 45 37 presse.mcp@cabinets.finances.gouv.fr